

DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE

LA DIRECTRICE DE L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE,

Vu, l'article L. 1415-1 du Code de la santé publique,

Vu, l'article L. 756-2 du Code de l'éducation,

Vu, la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment ses articles 85 et 86,

Vu, le décret n° 2006-1546 du 7 décembre 2006 modifié relatif à l'Ecole des hautes études en santé publique,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 10,

Vu, le décret NOR SPRZ2226531D du 14 octobre nommant Madame Isabelle RICHARD, Directrice de l'Ecole des hautes études en santé publique,

Vu, la délibération n° 42/2022 du Conseil d'Administration du 20 octobre 2022 relative aux délégations d'attributions prévues à l'article 7 du décret du 7 décembre 2006,

Vu, l'avenant n° 2 du 30 juillet 2013 à la décision de détachement n° 2012/379/DRH/EHESP du 10 septembre 2012 nommant Monsieur Manuel COAT Directeur de Cabinet en date du 1^{er} juillet 2013,

Considérant la nécessité d'assurer la bonne gestion de la direction/SG et ApPI,

DECIDE

Article 1 – Champ de la délégation

Une délégation permanente est donnée à Monsieur Manuel COAT en sa qualité de Directeur de cabinet à l'effet de signer tous les actes relatifs à la direction/SG et ApPI dans la limite de ses attributions et dans les matières et sous conditions suivantes :

- Gestion budgétaire et financière :
 - Constatation de service fait
 - Demande d'achat / de dépense
 - Dépenses relevant de la commande publique dans la limite de 1 500 € HT
- Gestion des moyens et des personnels :
 - - Ordres de mission et états de frais du personnel affecté à la Direction et à ApPI
 - - Congés et évaluations du personnel affecté à la Direction et à ApPI
 - - Décisions de remise tarifaire de 50% pour les tarifs de location des espaces de l'EHESP aux partenaires
 - - Conventions d'hébergement
 - - Conventions de location d'espaces.

Article 2 – Durée

La présente délégation entre en vigueur à la date de sa publication, ou de son affichage si celui-ci est plus tardif.

Elle cesse de plein droit si son titulaire perd la qualité de Directeur de Cabinet ou lorsque la délégante cesse d'exercer les fonctions de Directrice de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique.

Article 3 – Exécution

La directrice en sa qualité de déléguée, le délégué et l'Agent Comptable sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Rennes, le 20 octobre 2022

Le Directeur de Cabinet

Manuel COAT

**La Directrice de l'École des
hautes études en santé publique**

Isabelle RICHARD